

No. 35580

**France
and
Ukraine**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of Ukraine on cooperation and exchanges in the field of sport and youth. Kiev, 3 May 1994

Entry into force: *3 May 1994 by signature, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Ukrainian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 March 1999*

**France
et
Ukraine**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur la coopération et les échanges dans le domaine du sport et de la jeunesse. Kiev, 3 mai 1994

Entrée en vigueur : *3 mai 1994 par signature, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et ukrainien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 mars 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE L' UKRAINE SUR LA COOPÉRATION ET
LES ÉCHANGES DANS LE DOMAINE DU SPORT ET DE LA JEUNESSE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine, dénommés ci-après "les Parties ",

Désireux de donner un développement accru à leurs relations bilatérales,

Convaincus que l'essor des échanges, de la coopération et des contacts sous de multiples formes entre les jeunes et les sportifs des deux États représentera une contribution importante pour l'amitié franco-ukrainienne,

Considérant le Traité d'Entente et de Coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine signé à Paris le 16 juin 1992,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les Parties encouragent le développement, sur une base de réciprocité, des relations d'amitié entre les jeunes des deux États notamment par l'organisation de rencontres et d'échanges et par l'approfondissement de la coopération dans le domaine de la jeunesse et des sports.

Les Parties encouragent également la coopération et les relations directes entre les associations de jeunesse, ainsi qu'entre les organes de l'administration de l'État et des collectivités locales et les organisations et les institutions compétentes dans le domaine de la jeunesse et des sports.

La coopération et les échanges dans le domaine de la jeunesse et des sports se font sans discrimination fondée notamment sur l'origine sociale, ni sur l'appartenance politique, ni sur la race ou la religion.

La coopération et les échanges dans le domaine de la jeunesse concernent les jeunes jusqu'à l'âge de vingt-huit ans. Cette limite d'âge ne s'applique pas aux experts, formateurs, cadres des associations et des administrations compétentes dans le domaine de la jeunesse et des sports.

Article 2

Les Parties favorisent la coopération et les échanges de jeunes, en particulier en ce qui concerne :

La découverte mutuelle de la culture, des civilisations et des modes de vie de chacun des deux États;

La démocratie et les droits de l'homme,

La solidarité et les questions humanitaires,

L'éducation, en particulier l'enseignement des langues,
Les activités de loisirs artistiques, sportifs et de l'esprit,
La protection et la restauration du patrimoine,
La protection de l'environnement et de la nature,
Les activités scientifiques et techniques extra-scolaires,
L'initiation aux questions économiques et à la vie des entreprises,
La formation des cadres et responsables des associations de jeunesse et des spécialistes des questions de jeunesse,
L'échange d'informations et d'expériences et la poursuite d'études et de recherches communes sur les questions de jeunesse, en particulier celles ayant trait à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté,
La mise à disposition d'informations pour les jeunes.

Article 3

Les associations de jeunesse, les établissements scolaires et les institutions spécialisées dans le domaine de la jeunesse ont l'initiative des programmes de coopération et d'échanges. Ils les établissent, les réalisent et assument la responsabilité de leur exécution.

Article 4

Les Parties s'engagent à promouvoir et faciliter la coopération des établissements scolaires afin de réaliser les objectifs du présent Accord, sous forme de :

- Coopération directe entre les établissements scolaires;
- Échange, dans le cadre des appariements scolaires, de groupes d'élèves accompagnés de leurs professeurs,
- Correspondance entre élèves.

Article 5

Les Parties s'efforcent d'assurer un équilibre géographique en ce qui concerne la région d'origine des participants et le lieu de séjour dans l'État d'échange.

Article 6

Dans le domaine du sport, les Parties favorisent la coopération et les échanges en ce qui concerne :

- Les équipes sportives et l'organisation de rencontres entre leurs équipes nationales et leurs meilleures formations de club,
- L'organisation de stages de perfectionnement en commun dans les deux États,
- Les entraîneurs, experts et autres spécialistes dans le domaine des activités physiques et du sport,

L'information et les expériences dans le domaine de la médecine du sport,
L'information et les expériences dans les domaines de l'organisation et de la gestion du sport,
Les relations entre les institutions chargées de la formation des cadres et de la recherche scientifique en matière de sport,
Les informations et la documentation sportives.

Article 7

Les Parties encouragent le développement des contacts directs et la coopération entre les fédérations sportives et les clubs sportifs des deux États, notamment en ce qui concerne les jeunes.

Article 8

Dans le but de faciliter les échanges de jeunes et les échanges sportifs dans le cadre des programmes établis par le comité mixte institué à l'article 9 du présent Accord, les Parties s'efforcent, dans la limite de leurs disponibilités budgétaires, d'organiser ces échanges sur une base de réciprocité selon les modalités suivantes :

L'État d'accueil prend à sa charge les frais de séjour, y compris les frais d'assurance, les frais liés au programme et, s'il y a lieu, les frais de transport locaux sur son territoire,

L'État d'envoi prend à sa charge les frais de voyage jusqu'au lieu de destination de l'État d'accueil ainsi que les frais du voyage de retour, y compris les frais d'assurance.

Les participants aux échanges de jeunes sont notamment hébergés dans les établissements destinés aux jeunes tels que les centres de loisirs, les auberges de jeunesse et les autres établissements du même type, ainsi que dans les familles.

Chaque Partie s'efforce de faire bénéficier les jeunes provenant de l'autre État des avantages qu'elle accorde à ses jeunes nationaux dans les domaines couverts par le présent Accord,

Article 9

Les Parties instituent un comité mixte chargé de l'application du présent Accord.

Les Parties s'informent mutuellement sur la composition et la réglementation du comité mixte par la voie diplomatique dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur du présent Accord. À l'occasion d'une réunion, en principe annuelle, le comité mixte élabore les programmes d'échanges et de coopération.

Ce comité se réunit alternativement en France et en Ukraine.

Article 10

Les échanges de jeunes réalisés pour l'exercice d'une activité ou d'un stage professionnel ou scientifique ne relèvent pas du présent Accord.

Article 11

Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature par les Parties.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans. La validité de cet Accord est prolongée par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans sauf dénonciation écrite par l'une des Parties six mois au plus tard avant l'expiration de sa validité

Fait à Kiev, le 3 mai 1994 en deux exemplaires, en langue française et ukrainienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

Le Ministre délégué aux Affaires européennes,

ALAIN LAMASSOURE

Pour le Gouvernement de l'Ukraine :

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports,

VALERI BORZOV

[UKRAINIAN TEXT — TEXTE UKRAINIEN]

УГОДА

між Урядом Французької Республіки та Урядом України про співробітництво і обміни у галузі молоді та спорту

Уряд Французької Республіки та Уряд України,
які далі іменуються ""Сторонами"",
бажаючи розвивати двосторонні зв'язки,
впевнені, що налагодження обмінів, співробітництва та контактів між
молоддю та спортсменами у різноманітних формах, становитиме значний
внесок у дружні відносини між Францією та Україною,
на основі Договору про дружбу і співробітництво між Урядом
Французької Республіки та Урядом України, що був підписаний в Парижі
16 червня 1992 р.,
домовилися про нижчевикладене:

СТАТТЯ 1

Сторони на взаємній основі сприяють розвитку дружніх зв'язків між
молоддю обох держав, зокрема шляхом організації зустрічей, обмінів та
поглиблення співробітництва в галузі справ молоді та спорту.

Сторони також сприяють налагодженню співробітництва та
безпосередніх зв'язків між молодіжними асоціаціями, а також між
адміністративними установами і місцевими органами та компетентними
органами у справах молоді та спорту.

Співробітництво та обмін в галузі справ молоді та спорту здійснюється
без соціальної, політичної, расової та релігійної дискримінації.

Співробітництво та обміни в галузі справ молоді призначені для
молодих людей віком до двадцяти восьми років. Цей віковий ценз не
стосується експертів, керівників, службовців асоціацій та компетентних
органів у справах молоді та спорту.

СТАТТЯ 2

Сторони сприяють співробітництву та обміну між молоддю, зокрема,
що стосується:

- *Обопільне знайомство з культурою, цивілізацією та життям обох країн;
- *Демократія та права людини;
- *Солідарність та гуманітарні питання;
- *Освіта, зокрема вивчення іноземних мов;
- *Мистецька, спортивна та духовна діяльність;
- *Охорона і відновлення народної спадщини;
- *Охорона навколишнього середовища;
- *Наукова та технічна позашкільна і позавузівська діяльність;
- *Звлучення до підприємницької діяльності та економічного життя;
- *Підготовка службовців та керівних кадрів для молодіжних асоціацій, а також спеціалістів у справах молоді;
- *Обмін інформацією та досвідом, продовження спільних досліджень в галузі молоді, зокрема тих, що стосуються соціальної та професійної адаптації молоді, яка знаходиться у скрутному становищі;
- *Надання інформації для молоді.

СТАТТЯ 3

Ініціатива створення програм співробітництва та обмінів належить асоціаціям молоді, учбовим закладам та спеціальним установам у справах молоді. Вони їх укладають, впроваджують та несуть відповідальність за їх виконання.

СТАТТЯ 4

Сторони зобов'язуються сприяти співробітництву між навчальними закладами з метою подальшої реалізації завдань цієї Угоди:

- *Безпосереднє співробітництво між навчальними закладами;
- *Обмін на основі двосторонніх зв'язків між окремими навчальними закладами, групами учнів у супроводі їхніх вчителів;
- *Листування між учнями.

СТАТТЯ 5

Сторони прагнуть забезпечити географічну рівновагу між відібраними в різних регіонах кандидатами та їх аналогічним розміщенням в державі, з якою здійснюється обмін.

СТАТТЯ 6

В галузі спорту Сторони сприяють розвитку співробітництва та обмінів з таких питань:

*Спортивні команди та організація зустрічей між національними командами та кращими клубами;

*Організація спільних стажувань вдосконалення в обох державах;

*Тренери, експерти та інші спеціалісти в галузі фізичної культури та спорту;

*Інформація та обмін досвідом в галузі спортивної медицини;

*Інформація та обмін досвідом в галузі організації та керівництва спортом;

*Зв'язки між установами, які займаються підготовкою кадрів та науковими дослідженнями в галузі спорту;

*Спортивна інформація та документація.

СТАТТЯ 7

Сторони сприяють розвитку безпосередніх контактів та співробітництва між спортивними клубами та федераціями обох держав, особливо у тому, що стосується молоді.

СТАТТЯ 8

З метою сприяння обмінам між молоддю та спортивним обмінам в рамках програм, встановлених змішаним комітетом, обумовленим Статтею 9 цієї Угоди, Сторони прагнуть, у межах своїх бюджетних можливостей, організувати обміни на основі взаємності на таких умовах:

*Держава, що приймає, бере на себе витрати по перебуванню, включаючи витрати на страхування, витрати, пов'язані з програмою та внутрішні транспортні перевезення, якщо такі мають місце;

*Держава, що посилає, бере на себе витрати по перевезенню до місця призначення у державі, що приймає і у зворотньому напрямку, включаючи витрати на страхування;

*Учасники молодіжних обмінів розміщуються у молодіжних установах, таких як молодіжні центри, гуртожитки і таке інше, а також у сім'ях;

*Кожна Сторона прагне надати молоді, що приїждить з іншої держави, ті самі пільги, якими користується місцева молодь, з тих аспектів, про які йдеться в цій Угоді.

СТАТТЯ 9

Сторони заснують змішаний комітет по впровадженню цієї Угоди.

Сторони обмінюються інформацією про склад та правила роботи змішаного комітету по дипломатичних каналах через два місяці після набуття чинності цією Угодою. Змішаний комітет розробляє програми обмінів та співробітництва, які відбуваються, як правило, щорічно.

Цей комітет збирається почергово в Україні і у Франції.

СТАТТЯ 10

У цій Угоді не йде мова про молодіжні обміни з метою професійних або наукових стажувань чи діяльності.

СТАТТЯ 11

Ця Угода набирає чинності з моменту її підписання обома Сторонами.

Угода укладається на п'ять років. Після закінчення цього строку дія Угоди автоматично продовжується на наступний п'ятирічний період, якщо жодна із Сторін не заявить про відмову від неї у письмовій формі не пізніше ніж за шість місяців до закінчення строку її дії.

Складено у Києві

3 травня 1994 р.

у двох примірниках, французькою та українською мовами, при цьому обидва тексти є автентичними.

За Уряд
Французької Республіки

За Уряд України

МІНІСТР
У ЄВРОПЕЙСЬКИХ СПРАВАХ

МІНІСТР
У СПРАВАХ МОЛОДІ ТА СПОРТУ

Ален ЛАМАСУР

Валерій БОРЗОВ

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF UKRAINE ON COOPERATION AND EXCHANGES IN SPORTS AND YOUTH MATTERS

The Government of the French Republic and the Government of Ukraine, hereinafter referred to as "the Parties",

Desiring to further the development of their bilateral relations,

Convinced that the expansion of exchanges, cooperation and contacts of various kinds between young people and sportspersons of the two States will represent an important contribution to French-

Ukrainian friendship,

Considering the Treaty of harmony and cooperation between the French Republic and the Government of Ukraine signed at Paris on 16 June 1992,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall encourage the development, on a reciprocal basis, of friendly relations between the young people of the two States, particularly by organizing meetings and exchanges and by promoting cooperation in youth and sports matters.

The Parties shall also encourage cooperation and direct relations between youth associations, as well as between the organs of State administration, local authorities and the organizations and institutions concerned with youth and sports matters.

Cooperation and exchanges in youth and sports matters shall take place without discrimination, particularly on grounds of social origin, political affiliation, race or religion.

Cooperation and exchanges in youth matters shall pertain to young people up to 28 years of age. This age limit shall not apply to experts, trainers and senior staff in the associations and administrations concerned with youth and sports matters.

Article 2

The Parties shall promote cooperation and exchanges of young people, particularly concerning:

Mutual discovery of the culture, civilizations and lifestyles of the two States;

Democracy and human rights;

Solidarity and humanitarian questions;

Education, particularly language instruction;

Leisure activities of an artistic, sporting or intellectual nature;

Heritage protection and restoration;

Protection of the environment and nature;
Extra-curricular scientific and technical activities;
Familiarization with economic questions and the world of work;
Training of leaders and officials in youth associations and of specialists on youth issues;

Exchange of information and experience and conduct of joint studies and research on youth issues, particularly those concerning the social and professional integration of young people with problems;

Availability of information for young people.

Article 3

Youth associations, educational establishments and institutions specializing in youth matters shall take the initiative in connection with cooperation and exchange programmes. They shall establish and carry out such programmes and assume responsibility for their implementation.

Article 4

The Parties shall undertake to promote and facilitate cooperation between educational establishments with a view to achieving the objectives of this Agreement, in the form of:

Direct cooperation between educational establishments;
Exchanges, within the framework of school matching arrangements, of groups of pupils accompanied by their teachers;
Correspondence between pupils.

Article 5

The Parties shall endeavour to ensure geographical balance as regards the region of origin of the participants and the place of stay in the exchange State.

Article 6

In sports matters, the Parties shall promote cooperation and exchanges involving:
Sports teams and the organization of matches between their national teams and their leading club groups;
Joint organization of training courses in the two States;
Trainers, experts and other specialists in the area of physical activities and sport;
Information and experience in the area of sports medicine;
Information and experience in the area of sports organization and management;
Relations between the institutions responsible for leadership training and for scientific research concerning sports matters;

Information and documentation on sport.

Article 7

The Parties shall encourage the development of direct contacts and cooperation between sports federations and sports clubs of the two States, particularly where young people are concerned.

Article 8

With the aim of facilitating youth exchanges and sports exchanges as part of the programmes set up by the joint committee established under article 9 of this Agreement, the Parties shall endeavour, within the limit of their available budget resources, to organize such exchanges on a reciprocal basis in accordance with the following modalities:

The receiving State shall be responsible for subsistence costs, including insurance costs, costs in connection with the programme and, where necessary, the local transport costs on its territory.

The sending State shall be responsible for travel costs to the place of destination in the receiving State, as well as for return travel costs, including insurance costs.

The participants in youth exchanges shall be mainly accommodated in youth establishments such as recreation centres, youth hostels and other establishments of the same type, as well as in families.

Each Party shall endeavour to extend to young people from the other State the advantages which it grants to its own young nationals in the areas covered by this Agreement.

Article 9

The Parties shall establish a joint committee responsible for the application of this Agreement.

The Parties shall inform one another through the diplomatic channel of the composition and regulation of the joint committee during the two months following the entry into force of this Agreement. At its meetings, which shall in principle be held annually, the joint committee shall develop exchange and cooperation programmes.

This committee shall meet alternately in France and in Ukraine.

Article 10

Youth exchanges for the purpose of pursuing an activity or professional or scientific training shall not be covered by this Agreement.

Article 11

This Agreement shall enter into force on the date of its signature by the Parties.

This Agreement is concluded for a period of five years. The validity of this Agreement shall be extended by tacit agreement for a further period of five years, unless it is denounced in writing by either Party no later than six months before the expiration of its validity.

Done at Kiev on 3 May 1994, in duplicate in the French and Ukrainian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

ALAIN LAMASSOURE
Minister Delegate for European Affairs

For the Government of Ukraine:

VALERI BORZOV
Minister of Youth and Sports